



ARRÊTÉ MUNICIPAL Portant création d'une zone de rencontre

DIVERS N° 2025 - 61 Police de la circulation et du stationnement

Le Maire de Saint-Astier,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la route et notamment les dispositions relatives **aux zones partagées**,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Considérant qu'il est nécessaire de sécuriser et de faciliter la cohabitation entre les différents usagers (piétons, cyclistes, automobilistes),

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Une zone de rencontre est créée sur la rue Jules Ferry à partir de l'intersection avec la rue Amiral Courbet jusqu'à l'intersection avec la rue Germain Martin.

ARTICLE 2 : Dans cette zone, la vitesse est limitée à 20 km/h et tous les usagers partagent la chaussée.

ARTICLE 3 : Les piétons, les cyclistes et les automobilistes doivent adopter une conduite prudente et respecter les autres usagers.

ARTICLE 4 : La signalisation correspondante (panneaux de zone partagée, marquage au sol) sera mise en place par les services municipaux.

ARTICLE 5 : Tout contrevenant au présent arrêté sera verbalisé conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et transmis à :

Madame la Préfète du département, la brigade de gendarmerie de Saint-Astier.



ARTICLE 7 : Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivants sa date d'affichage par recours gracieux auprès de Madame Le Maire de la commune de Saint-Astier. En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de deux mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

-Recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet 33000 BORDEAUX.
Le Tribunal Administratif peut être saisi de manière dématérialisée depuis le l'adresse internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : Madame la directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, copie aux services techniques municipaux, à la police municipale

AFFICHÉ LE :

Fait à Saint-Astier, le 08 Septembre 2025

P/ Madame Le Maire

Frank PONS

L'Adjoint délégué

